

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION



Maîtrise d'ouvrage	Direction départementale des finances publiques de l'Oise
Objet du marché	Rénovation (réparation et modification) de la toiture de la Direction Départementale des Finances publiques de l'Oise 29 rue du Docteur Gérard 60 000 BEAUVAIS
Référence de la consultation sur PLACE	DDFIP60_toiture_travaux2025
Date et heure limites de remise des offres	13/06/2025 à 12 heures

Consultation entièrement dématérialisée

TABLE DES MATIERES

Article 1-Objet de la consultation.....	3
Article 2-Caractéristiques de la consultation.....	3
2-1 Avis de publication.....	3
2-2 Forme du marché.....	3
2-3 Durée du marché.....	3
2-4 Décomposition en lots et en tranche.....	3
2-5 Options.....	3
2-6 Variante.....	4
2-7 Groupement.....	4
2-8 Durée de validité des offres.....	4
2-9 Visite des locaux.....	4
Article 3- déroulement de la consultation.....	5
3-1 Dématérialisation de la consultation.....	5
3-2 Dossier de consultation.....	5
3-2-1 Contenu du dossier de consultation.....	5
3-2-2 Le retrait du dossier de consultation.....	6
3-3 Renseignements complémentaires et modification du DCE.....	6
3-4 Remarques complémentaires.....	7
3-5 Dépôt des plis (candidature + offre).....	7
3-5-1 Dépôt dématérialisé.....	7
3-5-2 Présentation des réponses.....	8
3-5-3 Date de dépôt des plis.....	8
3-5-4 Copie de sauvegarde.....	9
Article 4-Contenu des candidatures et offres.....	10
4-1 Pièces relatives à la candidature.....	10
4-2 Pièces relatives à l'offre.....	13
Article 5-Jugement des candidatures et offres.....	14
5-1 Jugement des candidatures.....	14
5-1-1 Vérification de la complétude des dossiers de candidatures.....	14
5-1-2 Vérification de l'aptitude et des capacités du candidat.....	14
5-2 Jugement des offres.....	15
5-2-1 Les critères d'attribution.....	16
5-2-2 Cohérence de l'offre.....	16
5-2-3 Négociation.....	17
Article 6-Attribution et notification.....	17
Article 7-Personnes à contacter.....	18

Article 1-Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la rénovation (réparation et modification) de la toiture de la DDFIP de l'Oise située 29 rue du Dr Gérard à Beauvais.

Travaux réalisés en site occupé.

Les modalités d'exécution sont décrites dans les cahiers des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP).

Article 2-Caractéristiques de la consultation

2-1 Avis de publication

Concerné par une publicité obligatoire au BOAMP ou dans un support d'annonces légales, étant au-dessus du seuil de 100 000 € des marchés publics.

Publication au BOAMP le 14 mai 2025.

2-2 Forme du marché

Marché de travaux.

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique (CCP) et de l'article R. 2123-1 du CCP.

Le marché est un marché à prix unitaires et forfaitaires.

2-3 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa date de notification.

2-4 Décomposition du marché

Le marché est constitué d'un lot unique.

2-5 Options

Ce marché comporte 3 options.

Elles sont à chiffrer indépendamment. Elles pourront être retenues dans le cadre du marché selon les offres financières reçues, le budget disponible et le calendrier.

La décision de concrétiser les travaux portés en option sera communiquée lors de la notification du marché.

2-6 Variante

Une variante se définit comme une offre qui, tout en répondant aux exigences mentionnées dans le dossier de consultation et l'avis d'appel public à la concurrence, apporte des spécifications complémentaires. Le régime des variantes est défini aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du CCP.

Les variantes libres et justifiées sont autorisées. L'entreprise répondra tout de même au CCTP de base, les variantes apparaîtront indépendamment pour ne pas bouleverser l'équité des offres.

2-7 Groupement

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement.

En cas de groupement, celui-ci peut prendre la forme solidaire (chaque membre est financièrement responsable de l'ensemble du marché ainsi que de son exécution même s'il n'en réalise qu'une partie) ou conjointe (chaque membre est responsable à hauteur des prestations dont il a la charge).

En cas de groupement, les offres seront signées soit par l'ensemble des entreprises soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

En cas de groupement conjoint, le mandataire conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour l'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard de la DDFiP de l'Oise.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Les entreprises ou groupement devront remettre leur offre dans la forme et la composition sous lesquelles leur candidature a été retenue.

2-8 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2-9 Visite des locaux

La visite préalable à la remise des offres est fortement recommandée.

Les candidats prendront rendez-vous auprès de :

Vincent Rybarczyk, maître d'oeuvre
etude.atelier223@gmail.com (06 21 77 88 25)

ou

Gaëlle Jouannic, cellule immobilière
gaelle.jouannic@dgfip.finances.gouv.fr (03 44 79 54 58 ; 06 50 81 39 92)

ou

Thierry Lenormand, gestionnaire du site
thierry.lenormand@dgfip.finances.gouv.fr (03 44 79 54 86 ; 06 82 57 68 65)

Cette visite donnera lieu à la remise d'une attestation de visite à joindre à l'offre.

Article 3- déroulement de la consultation

3-1 Dématérialisation de la consultation

Les dispositions relatives à la dématérialisation relèvent de l'article L. 2132-2 du CCP, et des articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du CCP et de l'[arrêté d'application du 22 mars 2019](#) annexé au présent CCP.

Dans le présent article, il est fait référence à la Plate-Forme des Achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges de documents dans le cadre de la consultation.

Les entreprises candidates ont la possibilité de consulter les avis publiés sur la PLACE, retirer le dossier de consultation et poser des questions sur le dossier de consultation.

La DDFiP60 utilisera uniquement la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées (les questions et les réponses par courrier, courriel, téléphone ou télécopie ne sont pas autorisées) et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts au DCE .

Les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur la PLACE pour toute action sur ce site.

Un guide d'utilisation est également disponible sur la PLACE à la [rubrique Aide](#).

3-2 Dossier de consultation

3-2-1 Contenu du dossier de consultation

-Le présent règlement de la consultation (RC) ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les annexes ;
- Le DPGF
- Le repérage amiante avant travaux

3-2-2 Le retrait du dossier de consultation

Le soumissionnaire peut retirer le dossier de consultation sur la PLACE sous la référence **DDFIP60_toiture_travaux2025**.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Cependant, il est précisé que l'identification au moyen d'une adresse de messagerie valide est indispensable pour permettre au soumissionnaire de recevoir les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Pour les candidats souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte en cliquant sur : « Je m'authentifie / Je m'inscris » pour obtenir un couple identifiant/mot de passe.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la DDFIP de l'Oise, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .doc, .xls, .ppt, .pdf, .zip, .odt, .ods, .odf.

3-3 Renseignements complémentaires et modification du DCE

Seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces évènements.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	<p>Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront adresser leurs questions au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, obligatoirement sur la plateforme de dématérialisation PLACE.</p> <p>Les candidats adressent leur demande de renseignements complémentaires à l'aide du profil d'acheteur en utilisant l'onglet « Question » sur la consultation concernée.</p> <p>Une réponse sera apportée à tous les candidats consultés.</p> <p>Les réponses aux questions posées par les candidats sont mises en ligne sur la</p>
---	---

	<p>PLACE au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.</p> <p>Les réponses aux questions posées par les candidats ainsi que les précisions apportées par la DDFIP de l'Oise pendant la consultation constituent des éléments contractuels qui, à la notification du marché, sont compilés dans un document intitulé « Modifications-Compléments » qui devient contractuel.</p>
MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	<p>La DDFiP se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au présent dossier. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.</p> <p>Ces modifications sont mises en ligne sur la PLACE. Elles ne sont communiquées par courriel qu'aux seuls candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.</p> <p>Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la prise en compte des modifications et la transmission des offres dans le délai imparti, cette date est reportée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les candidats identifiés sur la PLACE lors du retrait du dossier de consultation sont informés par courriel du report de la date limite de remise des plis.</p>

3-4 Remarques complémentaires

Les avis d'appel public à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification. Dans le cas où ces avis ont fait l'objet d'une publication au BOAMP et/ou au JOUE, ces derniers font foi.

Les candidats s'engagent à ne pas contester le présent règlement de consultation, les documents auxquels il renvoie, ainsi que les éléments constitutifs du dossier de consultation.

La DDFIP de l'Oise s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles, imprimés sur papier et conservés dans les locaux de la DDFIP de l'Oise et sont les seuls faisant foi sous cette forme.

Le retrait des documents électroniques n'impose pas au soumissionnaire de déposer électroniquement son offre.

3-5 Dépôt des plis (candidature + offre)

3-5-1 Dépôt dématérialisé

Les plis seront transmis uniquement par voie électronique au moyen de la plateforme d'achat (www.marches-publics.gouv.fr).

Le candidat, après s'être identifié sur la PLACE, indique la référence de la consultation : DDFIP60_toiture_travaux2025.

Le candidat dépose tous les documents visés à l'article 4 du présent document.

Si le candidat choisit la candidature DUME, il complète le formulaire DUME en ligne accessible dans l'onglet « dépôt » de la consultation.

En cas d'envois successifs **seul le dernier envoi** réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

3-5-2 Présentation des réponses

La réponse électronique est constituée d'un dossier unique contenant les documents de candidature et l'offre technique et financière.

Afin de faciliter l'analyse des offres déposées par voie électronique, **le dossier de réponse est obligatoirement structuré** en sous-répertoires, de la manière suivante :

- 1 – « Pièces de candidature » ;
- 2 – « Offre financière » ;
- 3 – « Offre technique ».

Aucun élément financier ne doit figurer dans le répertoire « pièces de candidature » ou « offre technique ».

3-5-3 Date de dépôt des plis

Les plis sont déposés **avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt sera considéré comme hors délai et ne sera pas ouvert (article R. 2151-5 du CCP).

Accompagnement :

Un outil d'assistance en ligne est également disponible lorsque vous avez un compte et que vous êtes connecté (en haut à droite). L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie. Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne, pré-alimentée de vos informations de connexion.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou de contacter le service d'assistance à la « dernière minute ».

3-5-4 Copie de sauvegarde

Le candidat qui dépose son pli par voie électronique sur la PLACE a la possibilité, parallèlement, d'adresser une copie de sauvegarde à l'adresse ci-dessous, **avant le 13/06/2025 à 12 heures**, en application de l'article R. 2132-11 du CCP :

Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise

29 rue du Dr Gérard

Service Immobilier

à l'attention de Mme Gaëlle JOUANNIC

60000 BEAUVAIS

Cette copie de sauvegarde peut se présenter sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Elle est transmise sous enveloppe cachetée contenant une enveloppe intérieure également cachetée. Les deux enveloppes (intérieure et extérieure) portent les indications suivantes :

Rénovation de la toiture de la DDFiP de l'Oise

Nom de la société candidate

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER

Cette copie de sauvegarde n'est ouverte que si l'ouverture du dépôt fait par voie électronique s'avère impossible. Dans le cas contraire, cette copie de sauvegarde est détruite par la DDFIP de l'Oise sans avoir été ouverte.

Article 4-Contenu des candidatures et offres

La réponse doit être rédigée en langue française, sous peine de rejet. Conformément à l'article R. 2151-12 du CCP, pour les offres rédigées dans une langue étrangère, les soumissionnaires doivent joindre une traduction en français.

Le candidat est informé que le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : l'Euro.

Le candidat doit produire un dossier complet comprenant, les éléments indiqués aux articles 4.1 et 4.2 du présent document selon situation.

Lorsqu'un document peut être obtenu par voie électronique gratuitement, en application de l'article R. 2343-14 du CCP, le candidat indique où le trouver (c'est-à-dire le nom de la base de données, son adresse internet, la référence du dossier ou de l'enregistrement, etc...). Il peut notamment le déposer dans le coffre-fort électronique de la PLACE à condition de le préciser dans sa candidature.

4-1 Pièces relatives à la candidature

Dans le respect de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux renseignements et documents à demander aux candidats, le dossier « candidature » contient les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat et, le cas échéant, de s'assurer de sa capacité juridique à candidater à un marché.

Les candidatures doivent être recevables conformément aux articles L. 2141-1 à L. 2142-1 et R. 2142-1 à R. 2142-27 du CCP.

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.

<p>DUME ou DC1 DC2 DC4</p>	<p>Solution 1 : candidature DUME [recommandée ; mode de réponse simplifié].</p> <p>Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et, le cas échéant DC4.</p> <p>Le formulaire de candidature DUME est complété en ligne sur la plateforme d'achat PLACE. Il est disponible depuis l'adresse https://dume.chorus-pro.gouv.fr/ ou sur la page de dépôt de la PLACE.</p> <p>Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/ ou bien dans la rubrique « Aide »/ Guide d'utilisation de la PLACE.</p> <p>Le candidat doit indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités (économiques et financières ; techniques et professionnelles) requises dans le DCE en fournissant toutes les preuves de manière expresse.</p> <p>Il est possible d'enregistrer le DUME en brouillon en amont du dépôt de la réponse.</p> <p>Le candidat qui souhaite réutiliser le DUME qui a déjà été utilisé dans une consultation antérieure doit fournir une attestation sur l'honneur justifiant que les informations qui y figurent sont toujours valables.</p> <p>Solution 2 : candidature hors DUME</p> <ul style="list-style-type: none"> -Formulaire DC1, Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses co-traitants ; -Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement ; -Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance.
<p>Renseignements permettant d'apprécier la capacité des candidats</p>	<p>Dans ces formulaires, les renseignements permettant d'apprécier les capacités du candidat doivent être complétés :</p> <p>Capacité économique et financière :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; -Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. <p>Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.</p>

	<p>Capacités professionnelles et techniques :</p> <p>-Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;</p> <p>-déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;</p> <p>-liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;</p> <p>-description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.</p>
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales.
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise.
Emploi des travailleurs handicapés	Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
Emploi salariés par candidat français	Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3 du code du travail).
Emplois salariés par candidat étrangers	Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion datant de moins de 3 mois.

4-2 Pièces relatives à l'offre

Signataire	L'habilitation du signataire du marché (pouvoir).
L'acte d'engagement	A renseigner, dater, signer et transmettre de préférence au moment du dépôt du pli.
RIB	
Le mémoire méthodologique et technique	<p>Il devra impérativement comprendre les éléments suivants qui seront pris en compte dans le choix des titulaires retenus pour ce marché.</p> <p>Chapitre 1 : Présentation rapide de l'entreprise (n'entre pas dans la notation technique)</p> <p>Chapitre 2 : Moyens humains et matériels dédiés à l'opération</p> <p>-Effectifs et répartition des tâches. Gestion des absences programmées et non programmées pour assurer la continuité de la mission et respecter les délais et la qualité de l'exécution. Effectif de l'équipe de remplacement ;</p> <p>-Compétences de l'équipe dédiée et de remplacement (joindre CV complet et références dans le domaine de consultation) ;</p> <p>-Moyens matériels affectés spécifiquement à l'opération de travaux (gros matériels, petits matériels, outillage, équipement technique...).</p> <p>Chapitre 3 : Méthodologie d'intervention</p> <p>-Méthodologie d'exécution : approvisionnement, livraison, stockage, mise en œuvre, gestion des déchets ;</p> <p>-Analyse poussée du site et ses contraintes. Identifications des contraintes d'exécution des travaux et solutions proposées : intervention en milieu occupé (bruit, sécurité, hygiène...), nuisances extérieures (bruit, gêne aux riverains, perturbation éventuelle du trafic lors de livraison...), étude acoustique...</p> <p>-Moyens mis en oeuvre pour :</p> <p>1/vérifier le bon déroulement des travaux (Auto-contrôles, contrôles inopinés...). En cas de sous-traitance, comment l'entreprise va gérer le chantier, le descriptif des contrôles mis en œuvre par le candidat pour s'assurer de la bonne exécution de la prestation par le sous-traitant.</p> <p>2/assurer la continuité de la communication avec la DDFiP (avancement des prestations, réunion....)</p> <p>3/assurer une excellente réactivité</p> <p>-L'après travaux : la réalisation du DOE (Il comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance), le SAV.</p> <p>Enfin, tout autre élément que le candidat estime nécessaire de fournir à l'appui de son offre.</p>

	<p>Chapitre 4 : Calendrier d'intervention.</p> <p>-Joindre un planning qui respecte la date limite de réalisation des travaux (fin 2025 avec ou sans les options). Ce planning doit contenir les effectifs affectés à chaque tâche, la durée de la tâche ainsi que les potentielles tâches simultanées ;</p> <p>-Dispositions prises pour respecter ce planning.</p> <p>Chapitre 5 : Qualité, performance des produits proposés et dispositions environnementales</p> <p>-Solution technique proposée. Joindre les fiches techniques ;</p> <p>-Dispositions environnementales.</p>
Le DPGF	Aucun rajout ne doit être effectué et toutes les cases doivent être complétées.
Compléments	Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer son offre.

Article 5-Jugement des candidatures et offres

Sont tout d'abord écartés, sans être ouverts, les plis arrivés hors délais.

5-1 Jugement des candidatures

5-1-1 Vérification de la complétude des dossiers de candidatures

Si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

5-1-2 Vérification de l'aptitude et des capacités du candidat

Les candidats qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché ou qui se trouvent dans un cas d'interdiction obligatoire sont éliminés.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, dans un cas d'interdiction de soumissionner listé aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du CCP, il en informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur comme prévu à l'article L. 2341-6 du CCP.

Dans le cadre d'une candidature sous la forme d'un groupement, en application de l'article L. 2141-13 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le représentant du pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure.

En cas de groupement, il est à noter que l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est, en effet, pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché public.

5-2 Jugement des offres

Le jugement est effectué conformément aux dispositions des articles L. 2152-1 à L. 2152-8 et R. 2152-1 à R. 2152-13 du CCP.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, étant précisé qu'est :

- inappropriée, une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de la DDFiP formulées dans les documents de la consultation ;
- irrégulière, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- inacceptable, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché et ne permettant pas à la DDFiP de la financer.

Par ailleurs, la DDFiP écarte les offres jugées anormalement basses après avoir opéré des vérifications dont les modalités sont précisées aux articles L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du CCP. Une offre est qualifiée d'anormalement basse dès lors que son prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché en application de l'article L. 2152-5 du CCP.

Enfin, la DDFiP peut autoriser les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que ces dernières ne soient pas anormalement basses et sous réserve que les éléments substantiels aient été produits. À l'issue de ce délai, les offres qui demeurent irrégulières sont éliminées.

5-2-1 Les critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous et notés sur 100.

Critère n°1 : Prix (40 points)

La méthode de jugement du critère « prix » sera la suivante : le candidat présentant l'offre financière la moins disante obtiendra la note maximale et sera classé premier sur ce critère.

La notation, pour les autres propositions, s'effectuera ensuite selon la formule ci-après :

$$\text{Note} = (\text{prix du candidat le moins disant} / \text{prix du candidat}) \times 40$$

Le nombre de points sera arrondi à 2 décimales et traité de la façon suivante :

De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.

Exemple : pour un résultat de 8,252, la note sera fixée à 8,25.

De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.

Exemple : pour un résultat de 8,255, la note sera fixée à 8,26.

Critère n°2 : Valeur technique (60 points)

L'appréciation de ce critère sera fondée sur :

- *Qualité des moyens humains (effectif et compétences) et matériels (20 points)
- *Méthodologie d'intervention (15 points)
- *Respect du planning (20 points)
- *Qualité, performance des produits proposés et dispositions environnementales (5 points)

5-2-2 Cohérence de l'offre

En cas de discordance dans une offre, l'indication en lettres, hors TVA, figurant à l'article « Prix » de l'acte prévaudra sur toutes les autres indications.

Lors de l'analyse des offres, pour toutes anomalies, erreurs ou omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire entraînant une augmentation ou une diminution de plus de 20 euros, l'entreprise sera interrogée. En l'absence de réponse ou en cas de refus, l'offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour toute erreur de calcul inférieure à 20 euros, le prix indiqué dans l'acte d'engagement sera considéré comme ferme et définitif.

5-2-3 Négociation

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Cependant, la DDFiP se réserve le droit de négocier.

La négociation est menée sous la forme de consultation par courriel ou sous forme d'audition. Chaque candidat concerné est informé via la PLACE des conditions d'organisation, de la date et de l'heure de la tenue de la négociation.

La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, notamment sur le prix.

A l'issue de la négociation, les candidats pourront remettre une nouvelle offre ou maintenir leur offre initiale.

L'absence de réponse en cours de négociation ou à l'issue des négociations sera considérée comme un retrait du candidat de la procédure et son offre sera déclarée irrégulière.

Les offres après négociation seront analysées et classées selon les critères définis suivant la méthode exposée ci-dessus.

La négociation ne pourra porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

Article 6-Attribution et notification

Le candidat ayant obtenu la meilleure note qualité/prix sur 100 est déclaré attributaire du marché.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le marché est attribué au candidat ayant reçu la meilleure note sur le critère dont la pondération est la plus élevée (valeur technique).

L'attribution définitive du marché public est prononcée par une décision motivée de la DDFiP.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera les courriers de rejet et d'attribution via la plateforme, à l'adresse courriel fournie par le candidat lors de son inscription sur la plateforme.

L'acte d'engagement, sera signé par la DDFiP60 et transmis à l'attributaire pour notification via le profil acheteur PLACE.

Article 7-Personnes à contacter

Personnes habilitées à fournir les renseignements relatifs à la consultation :

NOM	TELEPHONE	COURRIEL
Atelier 223, Vincent Rybarczyk	06 21 77 88 25	etude.atelier223@gmail.com
Gaelle JOUANNIC	03 44 79 54 58	gaelle.jouannic@dgfip.finances.gouv.fr
Vincent LECLERC	03 44 79 54 09	Vincent.leclerc@dgfip.finances.gouv.fr